

Socialisme ou communisme ?

ou les deux...

A l'origine, les communistes considéraient que l'abolition du capitalisme, et donc la révolution, ne pouvait être que mondiale, puisque le capitalisme était lui-même mondialisé... et qu'une fois réalisée dans un pays dont les forces productives ne pouvaient être que très développées, c'est-à-dire avec des contradictions antagoniques poussées à leur extrême entre les intérêts du prolétariat et ceux de la bourgeoisie, les autres pays allaient tomber comme un jeu de dominos.

Il n'en a rien été puisque la Russie n'était pas un pays capitaliste développé et que la révolution russe n'a pas été suivie d'effet et a dû se confronter aux bourgeoisies européennes et à leurs armées, ainsi obligée de construire « le socialisme dans un seul pays » dans un contexte très hostile. Par la suite, après la deuxième guerre mondiale, d'autres pays ont suivi et sont passés au socialisme, tous à l'occasion de circonstances particulières, démontrant ainsi que toutes les révolutions se déroulent dans un cadre historique national et en sont profondément marquées (de Cuba à la Chine...). La réalité du socialisme existant va aussi montrer, comme l'avaient bien analysés Marx, Engels ou encore Lénine, que la maîtrise du pouvoir d'état avait joué partout un rôle central dans la construction du socialisme, toujours confrontée à une âpre lutte de classes en interne, la bourgeoisie mettant tout en œuvre pour ne pas se laisser dépouiller, et à la domination du capitalisme mondialisé au niveau international.

L'étape du socialisme

Si les mots peuvent apporter une certaine confusion a priori – le socialisme serait porté par les socialistes et le communisme par les communistes –, il est clair qu'il n'en est rien et que les "socialistes" n'ont jamais eu comme horizon qu'une gestion petite bourgeoise du capitalisme. Engels l'expliquait dans une préface du Manifeste : « ... nous n'aurions pu l'intituler Manifeste socialiste. (...) En 1847, le socialisme signifiait un mouvement bourgeois, le communisme, un mouvement ouvrier. Le socialisme avait, sur le continent tout au moins, ses entrées dans le monde; pour le communisme, c'était exactement le contraire. Et comme, dès ce moment, nous étions très nettement d'avis que "l'émancipation des travailleurs doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes", nous ne pouvions hésiter un instant sur la dénomination à choisir. ».

Alors pourquoi un communiste parle-t-il de société socialiste ? Marx lui-même a bien conscience que la révolution ne peut construire le communisme d'un coup, car il ne s'agit pas que de changer le pouvoir d'état. Dans la *Critique du programme de Gotha*, il décrit la société communiste : « quand auront disparu l'asservissante subordination des individus à la division du travail et, avec elle, l'opposition entre le travail intellectuel et le travail manuel ; quand le travail ne sera pas seulement un moyen de vivre, mais deviendra lui-même le premier besoin vital ; quand, avec le développement multiple des individus, les forces productives se seront accrues elles aussi, et que toutes les sources de la richesse collective jailliront avec abondance, alors seulement... la société pourra écrire sur ses drapeaux : "De chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins" ». Il parle alors de « phase supérieure du communisme ».

L'expérience des pays socialistes a confirmé aux communistes que la révolution ne débouchait pas d'un coup sur cette société idéale sans aliénation ! De fait, toutes les révolutions ont abouti à une étape de rupture intermédiaire, qui n'était pas le communisme, mais qui était nécessaire pour mettre à mal le capitalisme ; et cette étape a depuis longtemps été appelée le socialisme par la totalité des partis communistes. La défaite de l'URSS a même démontré qu'un retour en arrière était possible ; en effet, dans la période socialiste, la bourgeoisie, loin d'avoir disparue et de s'avouer vaincue, engage une lutte à mort contre le prolétariat au pouvoir, pour sa survie. Et même si les détracteurs de cette étape socialiste cherchent désespérément dans les écrits de Marx et d'Engels, le fait qu'ils aient très peu utilisé le mot socialisme, il n'en reste pas moins que toute leur œuvre décrit la nécessité de cette période de rupture par la prise du pouvoir d'état et la contrainte de la bourgeoisie via la "dictature du prolétariat".

Il est évident que le socialisme est un passage obligé, ne serait-ce que parce que la bourgeoisie n'est pas morte et que la société est toute imprégnée d'une réalité capitaliste, individualiste et concurrentielle, qu'il faut combattre patiemment et avec conviction, que cela soit sur le plan économique avec la réorientation de la production vers la satisfaction des besoins, ou sur le plan militaire ou encore idéologique ; et cela ne peut se faire du jour au lendemain ! De plus, les pays qui ont vécu la révolution socialiste n'étaient pas des pays capitalistes développés ; or le socialisme ne pouvant partager que les richesses que la société produit, les protagonistes se sont heurtés à la nécessité de développer les forces productives pour satisfaire les besoins des populations. C'est ainsi que ces états socialistes ont été conduits à utiliser le capitalisme, en interne (NEP en Russie, Cuba aujourd'hui...) ou dans l'échange avec le capitalisme dominant (Chine) pour créer une dynamique capable de récupérer un niveau de développement indispensable. L'expérience internationale nous montre donc que cette étape de rupture ne peut être décrite de manière unique, car circonscrite selon les caractéristiques nationales, historiques, économiques, militaires, idéologiques du pays concerné. Les communistes chinois ont considéré qu'il leur faudrait un siècle pour construire le socialisme ! Et on ne peut que constater qu'ils sont certainement plus réaliste que Khrouchtchev qui annonçait l'arrivée prochaine du communisme... peu avant que Emmanuel Todd ne décèle dans les statistiques de démographie les premiers signes de l'affaiblissement de l'URSS.

La critique du socialisme réel

Pourtant, dès les années 60 apparaissent des critiques du socialisme dans le contexte d'une intense bataille idéologique opposant le "socialisme réel" à la "démocratie", ce qui conduit à l'interrogation « *le socialisme évolue-t-il bien vers le communisme ?* ». L'eurocommunisme qui répond à l'enjeu nécessaire de chercher des "voies nationales au socialisme" repose souvent sur une critique d'un socialisme "étatique et bureaucratique" en URSS. Mais cela peut conduire à deux stratégies opposées, celle qui cherche un "rapprochement" entre socialisme et démocratie, ce que tentera Gorbatchev avec la Perestroïka, ou chercher au contraire la "révolution dans la révolution" comme Mao le fera avec de graves excès dans la révolution culturelle.

Les communistes français affirmeront progressivement leur autonomie et choisiront la « *voie démocratique au socialisme* » en 1976, considérant même que l'union de la gauche aboutirait à une étape dite de « *démocratie avancée* » avant le socialisme. Si l'histoire confirme largement le caractère national des révolutions et des constructions socialistes, il faut noter que le mouvement communiste international sera profondément divisé sur la compréhension du socialisme réel, avec le conflit sino-soviétique, dans un contexte où Staline avait dissous l'organisation mondiale des communistes, le Komintern à la demande des États-Unis...

Le tournant huiste

Au PCF, la "mutation" initiée par Robert Hue a engagé une révision complète de la stratégie du parti. La défaite soviétique comprise comme un "effondrement" a conduit à rejeter la "démarche étatique du socialisme" coupable d'avoir créé le soi-disant "totalitarisme stalinien", et à chercher dans le mouvement social un « *communisme déjà là* » qu'il faudrait aider à grandir, dans un dépérissement anticipé de l'état. Avec la mutation, le PCF s'est engagé dans l'idée qu'on pouvait marquer des points en pesant pour une politique plus progressiste, même au sein d'un rapport de force défavorable, même dirigé par le parti socialiste dans un pays capitaliste mondialisé. Cela a conduit à privilégier des accords électoraux quelque soit leur contenu réel de rupture politique. Le "suivi longitudinal des athlètes" de la ministre des sports MG Buffet a pu être considéré comme une avancée significative, pendant que le gouvernement Jospin privatisait à tour de bras et multipliait les cadeaux au patronat... Ce choix rejoint les approches écologistes de « *l'agir local* », comme si on pouvait changer l'impact de nos sociétés sur le climat avec des éco-gestes laissant tranquille le capitalisme ! En quelque sorte, la "révolution", la "prise du pouvoir", ne seraient plus nécessaires à la rupture politique : cela s'est traduit par la notion de « *dépassement du capitalisme* ». Cette théorie n'est pas nouvelle. Au début du XXème siècle, Lénine et les communistes allemands s'étaient déjà heurtés à un social-démocrate, Eduard Bernstein, dont le mot d'ordre était « *Le but final n'est rien, le mouvement est tout* », justifiant ses positions pour l'Union sacrée en 1914.

La critique des "refondateurs", notamment avec Lucien Sève, affirmant qu'il fallait « *commencer par les fins* », c'est à dire par le communisme, a été la base théorique de la mutation, une base en apparence cohérente à l'aide de nouveaux concepts : "la visée communiste" prétend rejeter une soi-

disant "tradition étatiste du communisme historique" au profit d'un processus démocratique appelé le "dépassement du capitalisme" (*). Prendre en considération ce véritable obstacle au changement qu'est l'Etat au service du Capital relèverait donc d'une "logique putschiste" ou d'une "tradition étatiste du communisme". Cette théorie se voulait une réponse à l'idéologie dominante diabolisant le socialisme, coupable d'avoir engendré "Staline, le tyran sanguinaire". En réalité, elle permettait surtout de justifier la participation du PCF à des gouvernements de collaboration de classe susceptibles de s'attaquer aux acquis du mouvement ouvrier et d'entraîner d'importants reculs de civilisation, mais nulle part, elle n'a permis de s'attaquer au capitalisme. Il s'agit donc bien d'une théorie réformiste et non communiste.

Renouer avec le socialisme

Or, une critique communiste du stalinisme ne peut se faire à partir de sa diabolisation médiatique dont le seul but est bien de détruire toute remise en cause du capitalisme, toute perspective de nouvelle révolution ! Cela ne peut se faire que dans l'échange avec les communistes du monde, et notamment avec ceux qui font vivre le choix communiste dans les ex-pays socialistes dont la Russie. Et apparaît alors une question essentielle : pourquoi Staline, le tyran sanguinaire décrit à l'ouest, est-il souvent considéré comme un héros national par les russes, comme Napoléon pour les Français ?

Nous devons reprendre une critique communiste du socialisme réel, pour en comprendre les difficultés historiques, et mieux comprendre ainsi en quoi les luttes de classes continuent dans cette phase intermédiaire qui suit la révolution et dont nous pouvons dire aujourd'hui beaucoup plus que Marx. A partir des expériences soviétiques, cubaines, chinoises, vietnamiennes, mais aussi vénézuéliennes, nous pouvons mieux mesurer qu'une révolution dans un seul pays conduit nécessairement à une longue période historique de confrontation avec le capitalisme, dans chaque pays et mondialement, et que l'enjeu de cette phase socialiste est bien de consolider les pouvoirs politiques des travailleurs pour mettre en cause le capitalisme au niveau mondial, jusqu'à créer les conditions de la transition vers le communisme.

Pourtant, la stratégie politique défendue par les différentes directions du PCF reste toujours arrimée à cette théorie cristallisée dans la mutation et qui, petit à petit, jette le parti dans le magma informe du réformisme, implique un recul régulier de son influence et le pousse à sa dissolution, et finalement à sa disparition. Cette notion de "dépassement du capitalisme" est trop souvent utilisée pour nier la réalité et notamment celle de l'existence de l'Etat et de l'importance de son rôle... Le rôle de l'état dans le changement de société et donc les conditions de la conquête du pouvoir d'état sont pourtant une question essentielle de la reconstruction d'un parti communiste. Avec la recomposition politique macroniste construite sur l'échec historique de la gauche, cette stratégie ne peut être poursuivie. Renoncer à donner aux travailleurs l'objectif du socialisme, c'est renoncer à l'existence d'un parti révolutionnaire, c'est accepter le capitalisme. C'est de cela dont il faudrait discuter au 38^{ème} congrès pour qu'il soit réellement extraordinaire et donner un contenu concret, révolutionnaire, démocratique au socialisme aux couleurs de la France que nous ambitionnons.

Pascal Brula, Pierre-Alain Millet

(*) Les partisans de la mutation reprennent en boucle cette citation retirée de son contexte, l'œuvre de Marx et Engels, pour justifier le « *dépassement du capitalisme* » :

« *Pour nous, le communisme n'est pas un état de choses qu'il convient d'établir, un idéal auquel la réalité devra se conformer. Nous appelons communisme le mouvement réel qui abolit l'état actuel des choses. Les conditions de ce mouvement résultent des données préalables telles qu'elles existent actuellement.* » L'idéologie allemande, Karl Marx et Friedrich Engels, 1845